

SOMMAIRE

Page 1

300 M€ à prendre.
Le petit âge glaciaire.

Page 2

Eric Herbet, Inter Caux Vexin.
Le centre AgrorTech.

Page 3

Bayeux Intercom est fragile.
LREM soutient Jean-Louis Louvel.

Page 4

Axe Seine : la fin des discours.
Les investissements.

Le petit âge glaciaire de Rouen.

À propos de Lubrizol, résumons la situation.

- Il y a l'évaluation des dégâts : les analyses seront longues.
- Il y a la dépollution du site, des sols, de l'eau, de tous les lieux touchés : c'est un grand chantier.
- Il y a le suivi épidémiologique de la population, à long terme, pour la rassurer : pas facile.
- Il y a l'indemnisation de tous les préjudices, pas seulement économiques, de toutes les victimes, pas seulement les entreprises : le chemin sera compliqué.
- Il y a enfin le retour d'expérience sur les causes et la gestion de l'accident avec, à la clé, une remise en cause de toutes les procédures pour reconstruire "la confiance" et recréabiliser (si possible) la parole publique

Mon commentaire : cela va prendre beaucoup de temps et, pendant ce temps-là, on parlera de "LubriRouen"

• Le refroidissement

En toile de fond, le préjudice d'image est considérable. C'est l'un des plus inquiétants.

- Par exemple, que va devenir l'éco-quartier Flaubert qui était encore, début septembre, l'un des grands projets d'avenir les plus ambitieux de la Métropole - 10 000 habitants

300 M€ à prendre.

• Il faut "boucler" les fonds européens.

À l'époque, c'était en mai 2017, François Xavier Priollaud, le vice-président "Europe" de la Région Normandie avait tiré le signal d'alarme. *"Bruxelles a mis à notre disposition 1 Md€ de fonds européens, disait-il en substance, nous devons les engager d'ici à 2020, il serait dommage de ne pas en profiter, faute de bons projets à financer".*

- Il avait alors lancé un appel aux élus des intercommunalités : *"lorsque vous définirez votre projet de territoire, venez-nous voir, nous vous conseillerons et vous dirons comment présenter votre dossier afin d'obtenir des subventions européennes."*

Mon commentaire : l'appel aux élus a été entendu, beaucoup de contrats de territoire font appel aux fonds européens ; est-ce suffisant pour consommer la totalité des enveloppes disponibles ? Non, 300 M€ restent à prendre.

Où en est-on aujourd'hui ?

Les 10 et 11 octobre derniers, l'État et la Région ont fait le point sur l'engagement des fonds européens.

Sur le papier, les choses se présentent plutôt bien.

- La Normandie a déjà programmé 710 M€ de fonds européens : 365 M€ pour les fonds FEDER-FSE, 332 M€ sur le FEADER et 13 M€ pour le FEAMP.
- Elle se situe ainsi dans les premiers rangs des régions françaises en termes d'engagement pour le FEAMP, le FEDER et le FEADER en Basse-Normandie. En revanche, la programmation *"doit encore se dynamiser"* (comprenez qu'il est urgent de passer la surmultipliée) pour les programmes FEDER et FEADER en Haute-Normandie.

Si les choses se présentent plutôt bien sur le papier, elles sont un peu différentes dans la réalité. De fait, il ne suffit pas de programmer les fonds européens, il faut surtout les dépenser en réalisant les projets pour lesquels ils ont été fléchés. C'est là où le bât blesse.

- De fait, beaucoup de projets normands restent à l'état de projet. Mal préparés et/ou mal pilotés, leur concrétisation se fait attendre, et comme l'Europe ne débloque ses financements qu'une fois les travaux faits, sur présentation des factures, dans les délais prévus, le robinet à subventions reste parfois fermé. C'est dommage.

- *"Les procédures sont trop compliquées"*, constatent de nombreux porteurs de projet en faisant référence au principe de cofinancement. Ils ont raison, ça fait plus de 20 ans qu'on le sait ; le problème n'est toujours pas réglé, notamment pour les petites structures qui ne disposent pas *"d'une ingénierie adaptée"* pour présenter un bon dossier.

Mon commentaire : le programme 2014-2020 va bientôt s'achever. Il reste quelques mois pour programmer "sur de bons projets" les 300 M€ non enga-

sur 90 ha dont 30 ha d'espaces verts d'ici à 2030 - maintenant qu'on sait qu'il est à portée de flammes ? Qui va prendre le risque d'investir sur ce territoire-là ?

- Autre exemple, que va devenir le projet "Rouen, capitale européenne de la culture ?"

- Pour dire les choses autrement, Rouen risque d'entrer dans "un petit âge glaciaire" industriel, touristique et immobilier. Ce scénario du refroidissement est très grave pour la ville, la Métropole et la région tout entière. L'ennui, c'est qu'on ne sait pas quoi faire pour reconstruire l'attractivité une fois qu'on a dit qu'il fallait réagir.

À noter : la semaine dernière, lors de la session du Conseil régional, Nicolas Mayer-Rossignol a demandé à l'État de relancer l'Axe Seine comme territoire de transition écologique, en se servant de Rouen comme point d'appui à cette démarche, afin de restaurer l'image dégradée de la ville. C'est une première piste, elle a le mérite d'exister, il faut l'explorer.

Sénat : la commission Lubrizol.

Le Sénat vient d'annoncer la composition de sa commission d'enquête Lubrizol. Elle est composée de 21 membres dont :

- 5 sénateurs/sénatrices de Seine-Maritime : Céline Brulin, Agnès Canayer, Pascal Martin, Catherine Morin-Desailly, Nelly Tocqueville.

- 1 sénateur de l'Eure : Hervé Maurey.

Rappel : la commission va travailler pendant 6 mois ; son président est Hervé Maurey.

L'investisseur public n°1.

En 2020, la Région restera l'investisseur public n°1 de la Normandie.

- Lors de la dernière session du Conseil régional, Hervé Morin a en effet parlé du prochain budget, celui qui sera voté en décembre prochain, en indiquant que le niveau d'investissement se situera à hauteur de 850 M€, dont près de la moitié pour la poursuite de l'achat des trains intercity.

Commentaire : le paiement progressif des 40 rames gonfle fortement le budget d'investissement de la Région. Hors "trains", ce budget se situe à environ 550 M€ et reste toujours le premier de la région.

gés ; rappelons que les financements qui ne seront pas fléchés seront renvoyés à Bruxelles selon la règle du "dégagement d'office".

• Les nouveaux programmes 2021-2027.

Les 10 et 11 octobre derniers, l'État et la Région ont aussi lancé la concertation pour l'élaboration des futurs programmes en Normandie.

- Le calendrier est contraint : les programmes FEDER/ FSE devront être transmis à la Commission européenne dès octobre 2020 pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2021. Le programme stratégique national relatif au FEADER sera lui opérationnel au 1^{er} janvier 2022.

Pour réussir l'exercice, les éléments de contexte sont les suivants :

- L'Europe va concentrer ses futurs financements sur quelques priorités. Deux formules peuvent les résumer : une "Europe plus intelligente" (innovation, numérisation, transformation économique et soutien aux petites et moyennes entreprises) et une "Europe plus verte et à zéro émission de carbone" (transition énergétique, les énergies renouvelables et lutte contre le changement climatique).

- Bruxelles va aussi diminuer le montant de ses interventions en faveur des régions : la baisse est évaluée à 10%.

C'est la Région qui est à la manœuvre pour préparer les futurs programmes. Par exemple, elle a commencé le travail de co-écriture de la contribution normande à la PAC, avec la Chambre régionale d'Agriculture de Normandie et la DRAAF. Les documents régionaux de cette première phase d'élaboration seront transmis à l'État le 15 novembre prochain.

- Naturellement, les autres programmes suivront.

À noter : les résultats de cette concertation seront mis en ligne, au fil de l'eau sur www.europe-en-normandie.eu.

Construire un projet pour exister

Eric Herbet est le nouveau président d'Inter Caux Vexin.

Maire de Quincampoix (76), Éric Herbet est le nouveau président d'Inter Caux Vexin, l'une des communautés de communes les plus importantes de la région (55 000 habitants), située à la frontière nord de la Métropole de Rouen. Il succède à Pascal Martin qui a démissionné après son entrée au Sénat.

Et pendant ce temps-là...

• AgrorTech : le centre d'expertise d'UniLaSalle

Dirigé par Marie Lummerzheim, l'Institut polytechnique UniLaSalle Rouen vient d'inaugurer AgrorTech, un centre d'expertise et d'innovation pour les matériaux biosourcés.

Trois grandes missions :

- Soutenir les projets de R&D collaboratifs et novateurs dans le domaine de l'agro-industrie.

- Conduire les études de faisabilité techniques et scientifiques.

- Former les acteurs concernés aux nouvelles technologies et à l'évaluation environnementale.

AgrorTech s'adresse à tous les porteurs de projet : coopérative, industriel, entrepreneur, étudiant.

L'ambition finale est, bien sûr, de participer à l'émergence de nouvelles filières.

AgrorTech est l'une des expressions de la politique territoriale mise en place par Marie Lummerzheim depuis son arrivée à Rouen en 2018. Elle a entrepris de renforcer les relations d'UniLaSalle avec la Région et les grandes collectivités pour faciliter le développement des territoires dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement. Et ça marche.

LREM soutient JL. Louvel.

Après Agir et le Modem, Jean-Louis Louvel vient d'obtenir le soutien de LREM aux prochaines municipales à Rouen.

- C'est une bonne nouvelle pour lui, même s'il prend toujours soin de se présenter comme un homme "libre de toute attache partisane" ; c'est une mauvaise nouvelle pour Nicolas Mayer-Rossignol, son adversaire le plus sérieux, qui se retrouve ainsi "déporté" à gauche au sein d'une gauche divisée.
- Or Rouen est une ville qui se gagne au centre.

Commentaire : face à la menace Louvel, le PS sort l'artillerie lourde. Dans un communiqué, Nicolas Rouly, son premier secrétaire, décrit Jean-Louis Louvel comme "le candidat du MEDEF, une sorte de Bernard Tapie des riches", il dénonce aussi le mélange des genres du patron-candidat : "de Paris Normandie au rugby, en passant par les affaires..."

Le choix de Sonia de la Provôté.

Sénatrice centriste du Calvados depuis la démission de Jean-Léonce Dupont en décembre 2017, Sonia de la Provôté sera candidate à sa succession aux Sénatoriales de septembre 2020.

- Le choix du Palais du Luxembourg ne l'empêchera pas d'être présente, "en soutien", sur la liste de Joël Bruneau aux municipales.

Mon commentaire : la route est bien dégagée pour le maire de Caen.

Anthony Ramoni, Suez.

Directeur des activités valorisation énergétique de SUEZ Nord Ouest, Anthony Ramoni va présenter, le 25 octobre, les solutions de son groupe en matière d'économie circulaire en s'appuyant sur deux références hautes.

- Ecostu'air : la gestion des déchets ménagers transportés par voie fluviale, le système de production d'énergie, la solution de valorisation des mâchefers et le réseau d'alimentation en vapeur du site Tereos situé à 10 km.
- Projet BioSynErgy 76 : présentation de la chaudière biomasse nouvelle génération partie intégrante des projets portés dans Le Havre Smart Port City.

• Le nouveau président va avoir beaucoup à faire.

- Inter Caux Vexin est le résultat de la fusion obligée de trois petits EPCI différents et sans histoire commune : les CC de Montville, Martainville et Buchy. Résultat, le nouvel ensemble n'est pas très connu de ses habitants qui ont du mal à apprécier sa valeur ajoutée.
- Ajoutons que, vu de l'extérieur, Inter Caux Vexin est regardé comme un territoire périurbain soumis aux pressions foncières et immobilières de la Métropole avec, à la clé, le risque de n'être qu'une "zone-dortoir".

Eric Herbet va donc devoir définir un nouveau projet de territoire pour affirmer une identité.

• La Chronique a repéré 6 priorités :

Ce sont celles des 64 communes.

- L'emploi et le développement économique : comment conforter le tissu des PME-TPE ?
- La jeunesse : comment répondre à ses attentes ?
- La santé : comment lutter contre la désertification médicale et accompagner les seniors ?
- La mobilité : quels transports collectifs pour gérer les migrations pendulaires ?
- Le cadre de vie : comment résister aux pressions métropolitaines ?
- L'attractivité : comment améliorer la couverture numérique ?

Mon commentaire : Maire de Clères et conseillère régionale de Normandie, Nathalie Thierry s'est également présentée à la présidence d'Inter Caux Vexin. Elle n'a pas été élue. Mais elle a fait une proposition intéressante : organiser d'ici aux prochaines municipales, des réunions de travail délocalisées pour co-produire un projet de territoire, porté par tous, au service des communes. Pour elle, il faut préparer l'acte II de l'intercommunalité, celui de l'après-fusion, notamment pour renégocier de façon positive le contrat de territoire signé récemment avec la Région. C'est une bonne idée.

Rapport d'alerte de la CRC.

Attention, la situation de Bayeux Intercom est fragile.

Présidée par Patrick Gomont, Bayeux Intercom est fragile. C'est ce qu'on comprend à la lecture du rapport de la Chambre régionale des comptes sur la gestion de cette communauté de communes de 30 000 habitants.

Et pendant ce temps-là...

• Catherine Rivoalon : "votre avis nous intéresse"

Dans le cadre de la préfiguration du futur établissement portuaire unique de la Seine (que pilote Catherine Rivoalon), HAROPA lance une plate-forme de concertation en ligne. Clients, acteurs du territoire, riverains sont invités à participer à l'élaboration du premier plan stratégique qui dessinera les contours de ce futur établissement à l'horizon 2025.

Le lien : <https://concertationplanstrategique.haropaports.com>.

• Rouen au cœur du corridor Axe Seine

Marfret, via sa filiale FluvioFeeder Armement (FFA), vient de lancer un nouveau service ferroviaire conteneurs entre la Normandie et l'Île-de-France. Le groupe renforce ainsi son offre multimodale au cœur de l'axe Seine et confirme le port de Rouen dans sa capacité à développer le transport combiné.

• Le conseil de développement du Port du Havre.

Michel Segain (UMEP) et Olivier Clavaud (Chevron-Oronite et Synerzip) viennent d'être élus président et vice-président du conseil de développement d'Haropa-Port du Havre.

Le conseil est notamment consulté sur le projet stratégique, la politique tarifaire et la politique d'investissement de l'établissement.

La baisse du chômage...

L'INSEE confirme la poursuite de la baisse du chômage en Normandie.

- Fin juin, le taux de chômage s'élevait à 8,3%, en baisse de 0,7% sur un an.
- Mais de fortes disparités subsistent entre les départements. La Manche est le mieux loti (6,5%), la Seine-Maritime le plus touché (9,5%).
- En France, la Normandie se situe désormais au 5^e rang des régions pour le chômage.

Commentaire : aujourd'hui, quand on additionne toutes les catégories de chômeurs, on constate que 280 000 Normands ont un problème d'emploi. C'est presque la population de l'Orne. Mais derrière le chômage, il y a la précarité, une réalité plus difficile à apprécier. On estime entre 480 000 et 500 000, le nombre de Normands pauvres, c'est la population de la Manche.

L'activité en hausse.

De son côté, la CCI Normandie vient de publier son "Baromètre régional des affaires". Au premier semestre, l'activité des entreprises est en hausse ; c'est vrai pour l'industrie, la construction, les services ; la situation du commerce reste plus difficile.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

• Que dit la CRC Normandie ?

- Que la situation financière se caractérise, depuis 2014, par une dégradation prononcée de l'autofinancement, en raison de la diminution des dotations, de la croissance des charges de gestion et de l'augmentation des dépenses d'équipement.
- Que cette évolution a conduit l'intercommunalité à recourir de manière croissante à l'emprunt et que son ratio de désendettement était de 13 ans en 2018 (c'est beaucoup !).
- Que la gestion des zones d'aménagement n'est pas satisfaisante puisque, 17 ans après leur création, ces zones ne sont toujours pas totalement commercialisées : "le tiers, voire la moitié des terrains ne sont pas vendus".

Mon commentaire : cette alerte mérite d'être prise en compte, car il serait dommage que les fragilités constatées enrayerent la dynamique de développement. Bayeux-Intercom est un territoire important de la région ; ses atouts touristiques, culturels et industriels méritent d'être valorisés par une collectivité en bonne santé. Rappelons que son contrat de territoire a été signé, il y a 2 ans, pour un montant total de 21,7 M€, avec - parmi les projets d'investissement - l'extension de la zone industrielle de Port-en-Bessin, la réhabilitation de friches industrielles ou encore la rénovation du musée d'Arromanches.

Michel Segain

Axe Seine : finis les discours, passons aux actes...

Président de l'UMEP France, le Havrais Michel Segain ne se satisfait plus des grands discours sur l'Axe Seine, il veut du concret : "la sécurité et la fluidité du passage de la marchandise, grâce à des plates-formes digitales performantes, est un chantier concret sur lequel on peut avancer". Le 25 octobre, lors de la rencontre Axe Seine organisée dans le cadre de la Transat Jacques Vabre, il proposera aux professionnels maritimes et portuaires du Havre de Rouen et de Paris de se mettre en mouvement pour le réaliser.

- Haropa-Port du Havre, Soget, Cisco, Nokia, Orange, Airbus, SINAY, VNF, ou encore SNCF Réseau appuieront cette proposition. Et ceci d'autant plus qu'elle entre en résonance avec le "Le Havre Smart Port City", le projet "Territoires d'Innovation" du 3^e programme d'investissements d'avenir de l'État, retenu parmi les projets exemplaires.

De son côté, Hervé Morin veut aussi du concret sur l'Axe Seine, il attend Siemens-Gamesa, la chaudière et la nouvelle gouvernance d'Haropa.

Et pendant ce temps-là...

• 58 M€ pour Pierre Corneille

Le chantier de restructuration du lycée Pierre Corneille de Rouen vient d'être lancé. Il durera jusqu'en 2024. Citation d'Hervé Morin : "Ce lycée est une véritable institution, c'est l'un des meilleurs de Normandie. La Région a décidé d'y investir 58 M€ pour en faire un établissement du XXI^e siècle répondant aux nouveaux besoins pédagogiques..."

À noter : aucun établissement normand n'a bénéficié d'une telle intervention de la Région.

• Les effets du Brexit sur les îles Anglo-Normandes

La volonté de ne pas "ajouter de la confusion à la confusion" a été le fil conducteur de la dernière rencontre entre les représentants des îles Anglo-Normandes et ceux du Département de la Manche et de la Région, à propos du Brexit.

- D'un côté, il faut préserver les droits des pêcheurs normands dans les eaux de Jersey (en application de l'accord de Granville négocié en 2000), de l'autre les pêcheurs de Guernesey, Sercq et Aurigny veulent toujours débarquer des produits de leur pêche à Dielette. La pêche n'est pas le seul enjeu : l'alimentation électrique de Guernesey à partir du Cotentin en est un autre...

Un accord global apparaît ici nécessaire.